## Gironde : Ford reporte sa décision sur le projet de reprise de l'usine de Blanquefort



Les salariés de Ford manifestent le samedi 24 novembre 2018 pour défendre leur usine menacée de fermeture. / © France 3 Aquitaine

Le groupe automobile américain attend désormais le 10 décembre pour rendre sa décision et dire si il accepte le plan de reprise de l'usine de Blanquefort.

Par Sandrine PapinPublié le 28/11/2018 à 11:56

Ford était censé rendre sa décision ce mercredi. Finalement, le groupe automobile américain a décidé d'attendre.

<u>Philippe Poutou</u>, le délégué CGT, l'a annoncé ce matin devant les salariés de Blanquefort rassemblés en assemblée générale au moment où se tenait un comité d'entreprise. Comité durant lequel le directeur de l'usine de Blanquefort a lu un communiqué de Ford Europe.

La multinationale dira donc le 10 décembre si elle accepte ou non le nouveau projet de reprise de son usine porté par le fabricant de boîtes de vitesse belge Punch Powerglide seul repreneur en lice.

Projet qui permettrait de sauver 400 des 860 emplois mais qui ne satisfait toujours pas le constructeur américain. Ce dernier reste réservé et l'a d'ailleurs redit. Il évoque des risques liés au marché aux clients à la rentabilité et réaffirme que pour lui le niveau de protection des salariés n'est pas encore suffisant.

Déclaration de Ford Motor Company pour Ford Aquitaine Industries :

Les discussions, rigoureuses et détaillées, se poursuivent avec l'acquéreur potentiel et avec le soutien du gouvernement français.

Toutefois, en comparaison avec un plan social Ford comprenant un ensemble complet de mesures,

nous restons réservés sur le fait que les plans de l'acquéreur potentiel offrent le niveau de sécurité et de protection, ou limitent le risque de possibles pertes d'emploi futures, que nous souhaitons fournir aux salariés de FAI.

Avec ce report, Ford qui est favorable à la fermeture accorde donc un sursis aux employés qui redoutent la fermeture du site et accède à la demande du gouvernement.

Lundi, par la voix de la secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie et des Finances Agnès Pannier-Runacher, l'état a demandé au constructeur de ne pas faire de la date de ce mercredi un "couperet" pour laisser plus de temps aux négociations entre représentants du personnel et Punch.



•3

## **France3 Aquitaine**

✓ @F3Aquitaine

Les syndicats de #Ford #Blanquefort rencontrent Agnes Pannier-Runacher @AgnesRunacher, la secrétaire d'état auprès du Ministre de l'Economie, à la préfecture

de #Gironde @PraxOlivier @F3Aquitaine

## 17:20 - 26 nov. 2018

Voir les autres Tweets de France3 Aquitaine

Réaction mitigée de Philippe Poutou mercredi 28 novembre :

"Point positif, Ford n'ose pas dire maintenant "non" à la reprise par Punch, c'est le résultat à la fois des agissements de l'Etat, et de notre bataille, au moins on contient les ardeurs destructrices de Ford. Point négatif : Ford ne dit pas oui, insiste seulement sur les aspects négatifs du plan de reprise, au nom cyniquement de la protection des salariés contre le chômage, donc Ford montre qu'elle reste sur la position du refus. Ceci dit avec ce délais supplémentaire la bataille peut continuer, cela annonce des réunions difficiles, un bras de bras de fer multiple, une pression sur nous alors que c'est à Ford de donner de la production pour les 3 années de transition, afin de rendre plus sûre cette reprise.

Pour résumer, la méthode de Ford est lamentable, dangereuse, antisociale. Mais nous réussissons au moins momentanément à les neutraliser ".

Seule certitude, les salariés seront fixés sur leur sort le 18 décembre. Date à laquelle le plan de sauvegarde de l'emploi de l'usine de Blanquefort prend fin.